

Anne Damour

## Babel

Babel, joli nom pour un stand de traducteurs. C'est donc sous une formidable tour de Babel que s'est tenue, le 1er décembre 2006, la table ronde du CEATL organisée par Françoise Wuilmart et réunissant Ros Schwartz (Angleterre), Holger Fock (Allemagne), Peter Bergsma (Pays-Bas), Bjorn Herrman (Norvège) et Alena Lhotová (Tchéquie).

Le thème : « Situation et visibilité du traducteur en Europe ». Pourquoi vouloir se faire reconnaître à tout prix ? C'est simple : sans les traducteurs, la majeure partie des livres qu'on voit en piles n'existeraient pas.

Alors, dans la galaxie des traducteurs européens, qui est au paradis, qui est en enfer ?

Si l'on commence par le soi-disant paradis, disons que les Pays-Bas ne sont pas trop loin du ciel. Peter Bergsma, directeur du Collège des traducteurs d'Amsterdam, dresse le tableau de la situation : 40 % de livres traduits, 300 traducteurs professionnels, une association très vivante de 750 membres, un contrat type renégocié tous les ans. Tarif minimum : 0,06 cts d'euro par mot, soit entre 17 et 21 euros le feuillet de 1 800 signes, jusqu'en 2006, date à laquelle les éditeurs ont tenté de baisser les tarifs, malgré de fortes protestations. 1 % de droit à partir de 2 500 exemplaires, 2 % à partir de 5 000 et 50 % des droits secondaires. Une fondation pour la littérature accorde des bourses de traduction.

Pourtant, le tableau n'est pas aussi idyllique qu'il y paraît : les subventions européennes fondent comme neige au soleil, le programme Culture 2007-2013, en ne reconnaissant pas la spécificité de la littérature par rapport aux autres œuvres de l'esprit, risque de faire passer la traduction littéraire en dernier.

L'enfer se situerait en Angleterre : 3 % de traductions tous domaines confondus. Inutile d'en dire davantage. Marché minimaliste. La situation est due à la grande diversité géographique de la littérature en langue anglaise (Afrique du Sud, Inde, Pakistan, Caraïbes, Nouvelle-Zélande, Australie, etc) ainsi qu'à une certaine fermeture d'esprit à l'égard des autres pays européens. En outre, depuis quinze ans, l'industrie du livre est de plus en plus concentrée et la suppression du prix unique du livre a entraîné la disparition des petits libraires.

En Allemagne, la situation est paradoxale. Dans ce pays où l'on traduit beaucoup, et de nombreuses langues, la situation du traducteur est loin d'être idyllique<sup>1</sup>.

La situation est comparable en Tchéquie. Rappel historique d'Alena Lhotová : « Le communisme nous a unis dans la misère ». Une librairie pauvre, des traducteurs qui travaillaient sous pseudonyme. La littérature traduite représente aujourd'hui 50 % des publications, mais les conditions se sont détériorées avec la privatisation du marché du livre. La rémunération du traducteur représente la moitié du salaire moyen tchèque (tarif moyen : moins de 5 euros par feuillet de 1 800 signes !). Concernant la visibilité, l'association tchèque des traducteurs a une émission de radio hebdomadaire.

Enfin la Norvège où les traducteurs, après que le Syndicat norvégien des éditeurs a rompu des négociations sur un nouveau contrat-type et sur les rémunérations, ont lancé, le 1<sup>er</sup> mai 2006, un appel à la grève qui a été massivement suivi et médiatisé. Après cinq mois de lutte, les deux parties ont signé un nouveau contrat-type. La campagne a augmenté la visibilité du traducteur et le ministère de la Culture a décidé d'augmenter d'un million de couronnes le budget consacré à la littérature traduite. Sur le plan international, l'association a lancé plusieurs projets d'aide à l'auto-organisation des traducteurs en Russie, en Syrie et en Palestine. En Norvège même, elle a invité des critiques littéraires à s'initier, dans des ateliers, à la traduction.

Conclusion de ce tour de table européen restreint : la France n'est pas si mal placée ! Mais une opération « à la norvégienne » serait-elle possible chez nous ? J'en doute.

---

(1) Voir *TransLittérature* n°32, dossier Allemagne.